

annoncer la création de cette enquête judiciaire qui est d'importance capitale et si possible nous dire qui en sera responsable?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, j'espère annoncer la création de cette commission aussitôt que possible.

L'AGRICULTURE

LE COÛT DU PROGRAMME LAITIER ET SES RÉPERCUSSIONS SUR LE GATT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais savoir si le ministre de l'Agriculture peut nous dire combien coûteront au Trésor les subventions qui seront accordées au cours de la prochaine campagne laitière dans le cadre de la politique laitière qu'il vient d'annoncer?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, on a calculé que le coût sera d'environ 90 millions de dollars.

L'hon. M. Harkness: J'ai une question supplémentaire et connexe qui intéresserait plutôt les ministres du Commerce et des Finances que le ministre de l'Agriculture. Quelles seront, pour le GATT, les répercussions des subventions à l'exportation des produits laitiers, qui seront accordées dans le cadre du programme annoncé?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Ce n'est pas le moment de poser cette question. Le député demande quels seront les effets de cette politique sur le GATT. A mon avis, les renseignements qui pourraient être fournis au député à ce moment ne sont pas du genre des renseignements à demander au cours de la période des questions.

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, à mon avis, c'est une question tout à fait appropriée. Les répercussions auxquelles je fais allusion sont l'un des facteurs les plus importants de la politique ou du programme qui vient d'être annoncé et les membres de la Chambre devraient en être informés.

M. l'Orateur: Le ministre aurait peut-être dû donner ces renseignements au cours de son exposé, qui a été toutefois assez long. Si les députés veulent plus de précisions du ministre de l'Agriculture, il devrait peut-être prendre la parole.

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler, en réponse à la question de mon honorable ami, que nous avons été très prudents à cet égard. Plusieurs honorables vis-à-vis ont abordé la question.

[M. Thompson.]

Les impositions sur les exportations ne sont pas des paiements de l'État, mais plutôt des impôts perçus du producteur. Ils obtiendront en effet 85c. en subvention et le prélèvement de 10 p. 100 est perçu sur l'argent qui leur revient. Si le député veut analyser ma déclaration, il remarquera que s'il reste quelque argent à la fin de l'année, par suite de cette imposition, la somme reviendra au producteur. Ce n'est pas une subvention à l'exportation accordée par le gouvernement, c'est l'argent du producteur.

L'hon. M. Harkness: Puis-je demander en plus si le droit de 10 p. 100 est soustrait des subventions du gouvernement aux producteurs?

M. l'Orateur: C'est exactement à quoi j'ai pensé tout à l'heure quand j'ai dit que nous pourrions nous engager dans un débat. Ce n'est pas le genre de question à poser maintenant.

[Plus tard]

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Agriculture une question qui découle de sa déclaration d'aujourd'hui. Le ministre ou ses fonctionnaires ont-ils déterminé combien les grossistes devront payer de plus, la livre, pour le gras de beurre afin que le prix à la consommation ne subisse pas d'augmentation en sus de cet accroissement du prix de gros.

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris la question, mais, le député le sait, le prix a été majoré de 2c., comme je l'ai annoncé et je pense que cette partie de l'augmentation passera au consommateur.

M. Olson: Je me demande si la suppression de la subvention de 10.9c. la livre applicable au gras de beurre aura des conséquences sur le prix de gros du beurre.

L'hon. M. Greene: A notre avis, monsieur l'Orateur, seulement jusqu'à concurrence de 2c. soit du montant de la majoration que nous avons établie, car le montant de la subvention supplémentaire sera compris dans la somme de 85c. que nous verserons aux termes du nouveau programme.

LA FONCTION PUBLIQUE

L'ANNONCE DE LA POLITIQUE SUR LE BILINGUISME

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Si je comprends bien, il doit rencontrer plus tard cet après-midi les